



Nouveau Parti Anticapitaliste LOIRET

Comité d'ORLEANS

Mel : npa45@sfr.fr / Site : npa 45.org /
Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA Orléans 45



BLOUSES BLANCHES EN COLÈRE NOIRE CONTRE LE RETOUR À L'ANORMAL !

« Patriotisme républicain », c'est le nouveau mot d'ordre de Macron, faisant appel dans son discours de dimanche soir à tout ce qu'il y a de plus rance dans le champ politique, pour rassembler derrière son projet de « retour au travail ». « Dès demain », tout doit redémarrer... sauf les rassemblements, qui resteront « contrôlés ». La réponse n'a pas tardé, elle est venue des salariés de la santé en force dans la rue le 16 juin avec leurs soutiens : non seulement le virus de la contestation n'est pas canalisé mais une étape de plus est franchie dans le bras de fer avec le pouvoir.

En guise de retour à la normale, il faudrait « travailler plus, produire plus »... Air connu.

Mais qui va travailler plus ? Les 15 000 salariés de Renault menacés de perdre leur emploi ? Les milliers de travailleurs licenciés dans l'aéronautique ? Ces suppressions de postes sont encouragées par le gouvernement qui distribue des milliards aux entreprises qui licencient. Quand Macron parle de « tout faire pour éviter au maximum les licenciements », c'est un chantage à l'emploi qu'il adresse aux salariés pour leur imposer réductions de salaire, flexibilité et augmentation du temps de travail.

Les ouvriers de Renault n'ont pas attendu le discours de Macron pour prendre leurs affaires en main. Sur tous les sites menacés, ils ont fait plusieurs journées de grève et de manifestation, n'obtenant pour le moment que de vagues promesses de non-fermeture. La lutte n'en est qu'à ses débuts. La direction cherche à mettre les travailleurs en concurrence pour leur emploi. Il faudra au contraire se mobiliser tous ensemble, travailleurs de chez Renault, mais aussi des autres entreprises qui licencient.

« Pour détruire le racisme, renversons le capitalisme »

Alors que des jeunes, par dizaines de milliers, se sont encore rassemblés samedi un peu partout en France contre le racisme et les violences policières, Macron a préféré couvrir les agissements de la police. Dans son discours, il s'est adressé en priorité à l'extrême droite en dénonçant le « communautarisme » et un prétendu « séparatisme ». Que de larmes versées sur quelques statues de héros du colonialisme ou de la traite des Noirs, qu'on aurait envie de déboulonner ! Pas un mot pour les victimes du racisme.

Orléans le 18-06-2020

Unifier les colères

Tout à son autosatisfaction sur la gestion de la crise sanitaire, Macron a osé prétendre que « l'ensemble des malades qui en avaient besoin ont pu être pris en charge ». Un mensonge éhonté pour faire oublier le manque de moyens et de personnel dans les hôpitaux et les Ehpad. Mais plus question pour les hospitaliers d'accepter les bas salaires et les conditions de travail dégradées. Leur mobilisation a repris le 16 juin : ils sont descendus nombreux dans les rues de plus de 220 villes. Chaque hôpital, clinique ou Ehpad, avait son cortège de salariés en colère. « Ségur = imposture » indiquaient les pancartes : cette négociation bidon lancée par Macron sert en réalité à préparer une nouvelle attaque, avec un retour aux « 39 heures » destiné à imposer de nouvelles suppressions d'emplois.

Les revendications des hospitaliers ont été chantées haut et fort dans tout le pays : arrêt des suppressions de postes, 300 euros d'augmentation par mois pour toutes et tous, des centaines de milliers d'embauches pour alléger la charge de travail. Ces revendications sont celles de tout le monde du travail, ainsi que de sa jeunesse que le cours actuel de la crise condamnerait sans cela au chômage.

« Hôpital asphyxié – I can't breathe » pouvait-on lire sur une banderole en référence au mouvement de la jeunesse contre le racisme. C'est toute la société qui étouffe sous le poids du grand capital. Le bras de fer est engagé. Le camp d'en face est déterminé, mais si les colères s'unifient, contre les licenciements, contre le racisme et pour les services publics, le monde du travail peut l'emporter.



**Marche des Solidarités du Samedi 20 juin
14 h place de la République Orléans
Sans-Papiers : Le pouvoir n'entend pas;
il faut crier plus fort !**

Les Sans-Papiers et migrantEs ont été en première ligne pendant la crise, exploités dans les pires des conditions dans des secteurs qui ont continué à tourner (nettoyage, livraison, bâtiment, service à la personne, restauration...) ou perdant leur emploi sans chômage partiel, retenus dans les CRA, vivant à la rue ou hébergés dans des hébergements souvent précaires et insalubres.

Le refus du pouvoir de régulariser toutes les Sans-Papiers pour leur donner accès aux droits et conditions permettant de lutter contre la propagation du virus, de fermer les Centres de rétention et de réquisitionner bâtiments et logements vides pour loger toutes les sans-abris et mal-logés a mis en évidence l'hypocrisie de ses discours « sanitaires ».

Avec sa volonté d'ignorer leur contribution au travail qui a permis pendant cette période de crise sanitaire et permet tous les jours à ce pays de fonctionner, il laisse volontairement les sans-papiers exploités, sans droits, dans une situation d'inégalité et d'injustice totale.

La crise a pourtant montré que ces mesures de justice et d'égalité étaient aussi des mesures indispensables pour construire une société plus solidaire et plus sûre y compris sur le plan sanitaire.

Le 30 mai à Paris, et dans plus d'une dizaine d'autres villes, dont Orléans, des milliers de Sans-Papiers ont été en première ligne de la lutte contre les atteintes aux libertés au nom de « l'urgence sanitaire ». Ils et elles ont bravé l'interdiction de manifester aux côtés de soutiens pour demander leur régularisation.

Mais aucune réponse n'est venue. Alors si le pouvoir n'entend pas, il faut crier plus fort ! C'est pour cette raison que nous appelons à manifester plus nombreuses et plus nombreux le 20 juin dans tout le pays !

Pour la régularisation de toutes les Sans-Papiers et MigrantEs, le logement pour toutes et la fermeture des CRA.

A Orléans pour la NON construction du CRA de la région centre ! NI ICI NI AILLEURS !!!

Pour annuler toute procédure judiciaire contre Nicolas et la régularisation de Cherno.

Pour l'égalité des droits et la fin des discriminations ! Pour la liberté !



Exploités sans frontières

L'usine Peugeot à Hordain a voulu recourir à des travailleurs polonais pour constituer une 3ème équipe. Ce n'est pas la première fois que des travailleurs étrangers viennent assumer la production dans le Nord. Déjà en 1906, après la catastrophe minière de Courrières qui fit plus de 1100 morts, les compagnies ont fait venir des travailleurs polonais et ka-byles. A l'époque comme aujourd'hui, peu importe les bas salaires, les familles séparées par le chômage ou l'exode, seul compte les bénéfices pour le patron. Et ils savent que diviser les travailleurs d'un pays à un autre, ou dans un même département comme récemment entre Renault Maubeuge et Renault Douai, leur assure la paix. **Seule l'union des travailleurs de tous les pays pourra les inquiéter ! Imposons l'embauche des CDD, des intérimaires et des précaires ! Diminution du temps de travail à 32 h sans perte de salaires !**

Et les perdants du Covid sont...

... les moins riches : 41 % des Français ont perdu du pouvoir d'achat, selon un sondage CSA/Cofidis. Ce chiffre monte à 56 % chez les ouvriers, 59 % chez les demandeurs d'emploi, et... baisse à 25 % pour les revenus supérieurs à 3 000 euros mensuels.

Mais après avoir fait progresser les inégalités, la crise sanitaire pourrait bien stimuler l'envie de les combattre ! **Il faut imposer une augmentation des salaires de 300 € nets par mois !**

Air France. Le gouvernement soutient le plan de licenciements, c'est eux ou c'est nous !

Le géant franco-hollandais veut supprimer entre 8 000 et 10 000 postes d'ici 2022. L'entreprise a reçu 7 milliards grâce au soutien de l'État et Bruno Le Maire soutient le plan.

L'entreprise française justifie son choix par les difficultés du secteur liées à la pandémie de Covid-19. Baisse d'activité de 20% pour 2020 et de 10% pour 2021. Pour le patronat, c'est aux salariés de payer l'addition. **Mais pas seulement pour le patronat pour le gouvernement aussi.** Afin de « sauver » ce « champion national » le gouvernement a [annoncé un plan de 7 milliards d'euros de prêts garantis par l'Etat](#).

Il y a peu on apprenait que sont PDG, Benjamin Smith, touchera [800 000 euros de bonus](#), ce qui vient s'ajouter à sa rémunération fixe de 900 000 euros par an, la rémunération du PDG pour 2019 s'élevant en réalité à 2 millions d'euros.

Depuis longtemps Air France tente de « rattraper » son retard en termes de profits par rapport à ses concurrents européens et mondiaux et déclarait vouloir [faire augmenter les profits de l'entreprise de 117% d'ici 2024](#). Les profits des patrons sont le résultat de l'exploitation des travailleurs **Il est inconcevable que ce soient les salariés qui payent une crise dont ils ne sont pas les responsables. Il faudra toucher aux profits des actionnaires et poser la question de la nationalisation sous contrôle des travailleurs et travailleuses. Dans la crise qui s'annonce et dans le cas des licenciements massifs, la question se pose : c'est eux ou c'est nous !**